

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 3749

[2008/203749]

2 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale et plus particulièrement ses articles 5, alinéa 5, 10, alinéa 8, 18, 19, alinéa 1^{er}, 22, alinéa 5, 23, alinéas 1^{er} et 2, 24, 26, 28, 30, 31, alinéa 5 et 33, alinéa 2.;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juillet 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 45.056/7, donné le 17 septembre 2008;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent article règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. § 1^{er}. La concertation pluridisciplinaire visée à l'article 5 du décret a pour objet :

1° d'examiner et d'orienter les demandes pouvant être prises en charge par plusieurs membres de l'équipe pluridisciplinaire ou par un service extérieur mieux adapté;

2° de coordonner l'action des membres de l'équipe pluridisciplinaire;

3° de suivre l'évolution des personnes prises en charge;

4° d'évaluer le projet du centre.

§ 2. Elle se réalise par centre et non par pouvoir organisateur, selon les modalités suivantes :

1° au moins une réunion tous les deux mois rassemble tous les membres de l'équipe qui assurent les fonctions médicale, psychologique, juridique et sociale ainsi que tout autre membre de l'équipe subventionné en vertu de l'article 26 du décret;

2° au moins trois réunions par an rassemblent toutes les personnes occupées dans le centre, quel que soit leur statut;

3° des réunions plus restreintes peuvent être organisées. Elles ne peuvent figurer dans le registre et donc être valorisées que si trois des quatre fonctions de base sont représentées ou si deux au moins des quatre fonctions de base sont représentées et dans cette seconde hypothèse, à condition de réunir au minimum 50 % des membres de l'équipe de base.

Par équipe de base, il faut entendre la fonction médicale, psychologique, sociale et juridique.

Toutes les réunions font l'objet d'un procès-verbal qui comportera la date, les participants, les excusés et absents, l'ordre du jour, la synthèse des échanges et des dispositions.

Toutes les réunions doivent faire l'objet d'une convocation avec ordre du jour. Uniquement celles visées au 3° peuvent également faire l'objet d'une planification sur base d'un calendrier établi trimestriellement ou semestriellement et remis ou envoyé aux membres de l'équipe concernés. »

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Pour les consultations, la durée minimale des prestations des membres de l'équipe de base est fixée par semaine en fonction de la catégorie à laquelle appartient le centre.

Durant ces heures de prestations minimales, la présence du prestataire dans le centre est obligatoire :

1° en ce qui concerne les prestations médicales, sociales et psychologiques avec ou sans rendez-vous, de 1 heure par semaine en catégorie 1 à 7 heures par semaine en catégorie 7, le nombre d'heures progressant au même rythme que la catégorie.

2° en ce qui concerne les prestations juridiques avec ou sans rendez-vous, de 1 heure par semaine aux catégories 1^{re} et 2, et ensuite augmentation d'une demi heure par catégorie;

3° en ce qui concerne l'accueil sans rendez-vous, de 12 heures par semaine en catégorie 1, 15 heures par semaine en catégorie 2 et ensuite augmentation de 5 heures par semaine par catégorie. Le centre répartit librement ces heures sur la semaine pour autant que l'accueil soit organisé au moins un jour de la semaine entre 17 heures et 19 heures ou le samedi entre 10 heures et 12 heures. Ces heures minimales d'accueil ne sont pas superposables et le nombre de personnes assurant simultanément l'accueil n'entre pas en ligne de compte.

La durée annuelle minimale des séances d'animation est fixée à 30 heures d'animation valorisables pour les centres de catégorie 1 et augmente de 10 heures par catégorie.

En cas de non respect des minima imposés, une sanction financière est appliquée.

Elle correspond au produit du nombre d'heures manquantes sur la semaine extrapolé sur une année par un coût horaire forfaitaire de 40 euros indexé le 1^{er} janvier de chaque année par référence à l'indice santé du 1^{er} janvier 2008 et notifié aux centres par le Ministre. La vérification du respect des seuils minimaux imposés s'effectuera sur une base annuelle de 48 semaines. La sanction est déduite lors de la liquidation du solde de l'année considérée.

Si le non respect des minima excède une durée de six mois, la subvention de l'année ou de l'année suivante si le solde a déjà été liquidé, est celle de la catégorie correspondant au nombre d'heures effectivement prestées dans la fonction pour laquelle un manque a été constaté.

Art. 4. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Le registre d'activités visé à l'article 18 du décret du 18 juillet 1997 comprend un registre des consultations et un registre des réunions pluridisciplinaires tenus conformément aux modèles figurant aux annexes I^{re} du présent arrêté.

L'interruption volontaire de grossesse et toutes les consultations relatives à celle-ci doivent être consignées dans le registre des consultations en utilisant les items relatifs à l'IVG.

Les deux registres visés à l'alinéa 1^{er}, complétés régulièrement et au minimum une fois par semaine par les prestataires, sont paraphés au moins une fois par mois, par le responsable de la gestion journalière ou, en cas d'absence de celui-ci, par un membre de l'équipe pluridisciplinaire après indication des consultations et des réunions pluridisciplinaires tenues durant la semaine. »

Art. 5. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Par accessibilité, on entend :

1^o. les heures d'accueil sans rendez-vous telles que fixées à l'article 5, 3^o. Celles-ci sont assurées par un membre de l'équipe pluridisciplinaire ou sous son contrôle, pour autant qu'un membre de cette équipe soit présent dans le centre.

2^o. les heures de consultations sans rendez-vous.

Cette accessibilité est fixée à 12 heures par semaine pour les centres de catégorie 1, 18 heures par semaine pour la catégorie 2, 23 heures par semaine pour la catégorie 3 et ensuite augmentation de 5 heures par semaine par catégorie.

La grille horaire des heures d'accueil sans rendez-vous et des consultations sans rendez-vous ainsi que celle des consultations exclusivement sur rendez-vous seront portées à la connaissance du public et communiquées aux services de l'administration. Elles sont affichées dans les locaux du centre et à l'extérieur de ceux-ci.

L'autorisation de fermeture des centres est limitée à 4 semaines par an dont maximum 2 semaines consécutives pour les centres des catégories 1 à 3 et à 2 semaines pour les autres catégories.

Le public en est informé et est orienté vers les centres les plus proches ouverts durant cette période via un affichage extérieur. »

Art. 6. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le montant maximal de l'intervention financière exigible pour les consultations autres que médicales est fixé à quinze euros par personne et par consultation.

Ce montant est indexé le 1^{er} janvier de chaque année et notifié aux centres par le Ministre.

Si plusieurs personnes sont reçues dans le cadre d'une même consultation ce forfait peut être augmenté d'un maximum de 50 %.

Les honoraires relatifs à l'IVG, réclamés à une patiente non couverte par l'assurance maladie invalidité, ne peuvent excéder le montant pris en charge par l'INAMI augmenté de l'intervention personnelle de la bénéficiaire, tels que fixés par la convention liant dans ce cadre, le centre et l'INAMI.

Pour les autres consultations médicales, le montant de l'intervention financière exigible ne peut dépasser le montant de l'intervention personnelle restant à charge du bénéficiaire de l'assurance soin de santé.

Tout paiement donne lieu à délivrance d'un reçu dont un double est conservé dans le centre.

Le reçu mentionne la date, le nom du patient ou à défaut son numéro de dossier, le numéro d'identification de la consultation et le montant reçu. Il est signé par le prestataire. »

Art. 7. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art 11. Le dossier de demande d'agrément est introduit auprès du Ministre par lettre recommandée conformément au modèle repris en annexe Va du présent arrêté.

Il comprend, outre les données énoncées à l'article 23 du décret :

1^o l'identité de la personne représentant le pouvoir organisateur et ses coordonnées;

2^o l'identification du centre : dénomination, adresse, numéro de téléphone, horaire d'accueil et de consultations;

3^o l'identification des autres sources de financement par des pouvoirs publics ou des personnes privées;

4^o les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire, du responsable de la gestion journalière, leur horaire de travail et le volume de leurs prestations;

5^o une copie des contrats de travail, des conventions visées à l'article 13 du décret et des conventions passées avec des volontaires;

6^o le modèle de dossier individuel;

7^o un plan mentionnant la destination des locaux et l'accès à ceux-ci depuis la voie publique;

8^o l'indication des communes et les chiffres des populations desservies par le centre;

9^o le règlement d'ordre intérieur signé par le représentant du pouvoir organisateur et par les membres du personnel. »

Art. 8. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Le renouvellement de l'agrément est demandé au plus tôt neuf mois et au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément en cours. La demande se fait par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre.

Elle est accompagnée des éléments visés à l'article 11, 1^o à 4^o, ainsi que des éléments visés à l'article 23, 1^o et 3^o du décret.

Nonobstant le deuxième alinéa, le centre ayant introduit sa demande de renouvellement d'agrément conformément à l'alinéa 1^{er} reste provisoirement agréé et subventionné jusqu'à ce qu'il soit statué sur sa demande. Le centre ne peut bénéficier de cette mesure et des subventions y afférentes que pour une période maximale de six mois.

Le Ministre statue sur la demande de renouvellement après réception de l'avis du comité d'accompagnement conformément à l'article 12 alinéa 2. »

Art. 9. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément sont instruites par l'administration.

Si les demandes précitées ne sont pas accompagnées de tous les documents et données visés aux articles 11 ou 13, le demandeur en est avisé par l'administration dans les deux mois de la réception de la demande. L'administration invite le demandeur à compléter son dossier et précise les documents et données manquants.

Les demandes d'agrément et de renouvellement d'agrément ne sont prises en considération par le Ministre que pour autant que le dossier introduit par le demandeur, le cas échéant complété conformément aux dispositions du second alinéa, réponde aux conditions de l'article 11 ou 13. »

Art. 10. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. § 1^{er}. L'arrêté d'agrément détermine la catégorie pour laquelle le centre est agréé en fonction des activités annuelles de ce centre et conformément aux critères suivants :

1^o catégorie I : centre agréé pour moins de 1 000 activités;

2^o catégorie II : centre agréé pour 1 000 à 2 499 activités;

3^o catégorie III : centre agréé pour 2 500 à 3 999 activités;

4^o catégorie IV : centre agréé pour 4 000 à 5 499 activités;

5^o catégorie V : centre agréé pour 5 500 à 6 999 activités;

6^o catégorie VI : centre agréé pour 7 000 à 8 499 activités;

7^o catégorie VII : centre agréé pour 8 500 activités et plus.

§ 2. Les consultations et les réunions pluridisciplinaires visées à l'article 3 comptent pour une activité.

Les séances d'animation comptent pour quatre activités par tranche de 60 minutes face au groupe. Le nombre d'animations à valoriser se calcule comme suit : total annuel des temps d'animation face au groupe / 60 arrondi à l'unité inférieure.

Pour être valorisables, les animations doivent :

1^o avoir une durée minimale de 30 minutes;

2^o avoir un thème défini à l'avance;

3^o respecter les thèmes admis par la réglementation en vigueur;

4^o ne pas s'adresser à un public de professionnels lorsqu'elles s'adressent à un public adulte;

5^o être dispensées gratuitement;

6^o être inscrites dans un relevé après chaque animation et être validées en fin de cycle et au minimum à chaque fin de période scolaire (Noël, Pâques, juin) par le chef de l'établissement scolaire ou la personne qu'il mandate et la responsable de la gestion journalière du centre pour toutes les animations diffusées dans un cadre scolaire. Les relevés des animations et les récapitulatifs doivent être conformes aux modèles figurant à l'annexe IVa.1 et IVa.2 du présent arrêté et adressés à l'administration dans le mois qui suit l'expiration de la période;

7^o être annoncées à l'administration au plus tard quinze jours calendrier avant leur diffusion pour toutes les animations hors cadre scolaire. Un délai plus court est toléré s'il est dûment justifié. Ces animations, pour être définitivement validées, sont confirmées au plus tard dans les dix premiers jours du mois suivant le trimestre de leur exécution. Le document transmis doit être conforme au modèle figurant à l'annexe IVb du présent arrêté.

§ 3. Les interruptions volontaires de grossesse et les consultations liées à celles-ci, qui ne sont pas prises en charge dans le cadre de la convention liant le centre et l'INAMI, comptent pour 12 activités.

Ne peuvent être pris en considération que 5 % du nombre total d'interruptions volontaires de grossesse réalisées par le centre.

Les consultations par téléphone, les interruptions volontaires de grossesse et les consultations liées à celles-ci, telles que définies dans la convention liant le centre et l'INAMI, ne sont pas comptabilisées.

Les interruptions volontaires de grossesse et les consultations liées à celles-ci qui sont réalisées par un centre dont la convention le liant à l'INAMI a été résiliée ne sont plus comptabilisées.

§ 4. Les activités de sensibilisation à des problématiques en lien direct avec les missions des centres, sont valorisées, sur base de la durée de la plage horaire couverte, quel que soit le nombre de personnes du centre mobilisées par cette activité, à raison d'une activité par tranche de 60 minutes et pour autant qu'elles aient fait l'objet d'une annonce au plus tard quinze jours calendrier avant la date de l'événement et d'une confirmation au plus tard dans les dix premiers jours du mois suivant le trimestre de leur exécution. Le document transmis doit être conforme à celui figurant à l'annexe IVc du présent arrêté.

Sont considérées comme des activités de sensibilisation les groupes de paroles, la participation à des festivals ou autres manifestations, la distribution de contraceptifs, l'organisation d'expositions et de conférences. »

Art. 11. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Les subventions couvrant les frais de fonctionnement sont allouées aux centres en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent et sont fixées conformément aux minima déterminés ci-après :

- 1^o catégorie I : 4.460 euros;
- 2^o catégorie II : 16.100 euros;
- 3^o catégorie III : 19.830 euros;
- 4^o catégorie IV : 24.800 euros;
- 5^o catégorie V : 30.990 euros;
- 6^o catégorie VI : 37.180 euros;
- 7^o catégorie VII : 43.380 euros.

Les subventions octroyées sur base du présent article, peuvent être affectées au paiement de toute dépense supportée par le centre, à l'exclusion des dépenses de personnel ou des dépenses relatives aux prestations effectuées par les professionnels indépendants, subventionnées en vertu des articles 26 et 27 du décret.

Le bénéfice des subventions octroyées sur base du présent article, pour des dépenses de personnel, ne requiert aucune exigence de qualification de la part de ce personnel. Toutefois les échelles barémiques et les règles en matière d'ancienneté sont identiques à celles applicables au personnel subventionnés telles que précisées à l'article 21.

Les montants précités sont indexés le 1^{er} janvier de chaque année, par référence à l'indice santé du 1^{er} janvier 1998 et notifiés aux centres par le Ministre. »

Art. 12. L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. § 1^{er}. Les subventions couvrant les dépenses de personnel engagé sous statut ou sous contrat de travail sont allouées au centre en fonction de la catégorie à laquelle il appartient et déterminées comme suit :

- 1^o catégorie I : 0,50 ETP;
- 2^o catégorie II : 1 ETP;
- 3^o catégorie III : 1,30 ETP;
- 4^o catégorie IV : 1,60 ETP;
- 5^o catégorie V : 2 ETP;
- 6^o catégorie VI : 2,50 ETP;
- 7^o catégorie VII : 3,00 ETP.

Pour les centres ayant effectué des IVG durant la période de référence pour la détermination de la catégorie d'agrément, l'emploi salarié visé à l'alinéa 1^{er} est majoré selon les modalités suivantes :

- 1^o pour le centre ayant pratiqué de 1 à 99 IVG : 0,7 ETP supplémentaire;
- 2^o pour le centre ayant pratiqué de 100 à 199 IVG : 1,1 ETP supplémentaires;
- 3^o pour le centre ayant pratiqué 200 IVG et plus : 1,5 ETP supplémentaires.

Les subventions ne peuvent excéder les échelles barémiques mentionnées à l'annexe III du présent arrêté majorées des charges patronales.

Le centre répartit ce temps de travail subsidiable entre les membres de son personnel titulaires d'un des diplômes visés aux alinéas 3, 4, 5 et 6 de l'article 10 du décret.

L'octroi des subventions pour une personne titulaire d'un autre titre requiert qu'il en soit fait mention dans l'arrêté d'agrément ainsi que du temps de travail qui lui est affecté.

§ 2. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires, les services effectifs et pouvant être considérés comme expérience utile que le personnel a antérieurement prestés auprès de centres agréés ou subventionnés par une autorité publique de droit belge, de droit étranger ou de droit international.

Le Ministre apprécie si les services visés à l'alinéa 1^{er} peuvent être considérés, dans le chef de l'intéressé comme expérience utile.

§ 3. Les augmentations intercalaires sont octroyées au membre du personnel engagé à temps partiel de la même manière qu'au membre du personnel engagé à temps plein.

§ 4. Les services admissibles qui couvrent des mois entiers sont directement valorisés dans l'ancienneté pécuniaire.

Les services admissibles qui couvrent des fractions de mois sont totalisés en fin d'année.

Les fractions de mois totalisant des périodes de trente jours sont valorisées dans l'ancienneté pécuniaire, à concurrence d'un mois par période de trente jours.

§ 5. Les anciennetés sont prises en considération dans le mois de la production de documents certifiés exacts reprenant notamment le nom et la date de naissance du membre du personnel, le nom des employeurs, l'objet du service et la nature de l'emploi, le statut, le nombre d'heures de prestations, ainsi que la preuve que ces services étaient agréés ou subventionnés par les autorités ou institutions visées au § 2.

§ 6. Les échelles barémiques figurant à l'annexe III de l'arrêté du 18 juin 1998 arrêté sont indexées conformément aux règles applicables au secteur. »

Art. 13. L'article 22bis du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22bis. Les subventions sont versées en quatre avances trimestrielles de 22,5 % pour les subventions de fonctionnement et les subventions destinées aux prestations des professionnels indépendants et de 20 % pour les subventions destinées au personnel salarié.

Pour la liquidation du solde, les documents justificatifs des dépenses doivent parvenir à l'administration le 30 avril au plus tard de l'année qui suit celle pour laquelle la subvention a été octroyée.

Le solde notifié par l'administration, est liquidé pour le 31 octobre au plus tard.

Le centre peut introduire un recours contre cette décision dans un délai d'un mois prenant cours à la date de la notification. Le recours doit s'appuyer sur des éléments nouveaux étayés des pièces justificatives correspondantes.

Tout document rentré au delà du délai de recours ne sera pas pris en considération. »

Art. 14. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. Le Ministre agréé les fédérations de centres visées à l'article 33, alinéa 2, du décret.

Pour pouvoir être agréée, une fédération doit regrouper au moins douze centres agréés. »

Art. 15. Une section 14 composée d'un article 26bis est ajoutée au même arrêté :

Section 14. — De la décentralisation

« Art.26bis. Dans la limite des crédits disponibles le Gouvernement peut autoriser une équipe pluridisciplinaire à fonctionner dans plusieurs sièges, à condition de répondre à des circonstances locales particulières et à des besoins spécifiques de la population. Ce mécanisme de fonctionnement est dénommé "décentralisation".

Les articles des sections 1^{re} à 7 sont applicables aux décentralisations. En ce qui concerne la durée minimale des prestations avec présence obligatoire des prestataires, ainsi que les animations prévues à l'article 5 et l'accessibilité stipulée à l'article 8, la décentralisation est soumise durant les deux premières années de fonctionnement aux exigences imposées aux centres de catégorie 1^{re}.

Dès la troisième année, si les activités cumulées du centre et de sa décentralisation justifient un ou plusieurs sauts de catégories, les exigences liées à cette progression devront être rencontrées :

1^o par la décentralisation si conformément aux dispositions de l'article 17, les activités développées par celle-ci correspondent à une catégorie supérieure;

2^o par le centre si conformément aux dispositions de l'article 17, les activités développées par celui-ci correspondent à une catégorie supérieure;

3^o par celui des deux dont la progression durant l'année précédente a été la plus importante dans l'hypothèse où les activités respectives de la décentralisation et du centre n'engendrent ni pour le centre ni pour sa décentralisation de saut de catégorie sur base des dispositions de l'article 17.

En toute hypothèse les exigences imposées au centre et/ou à sa décentralisation ne pourront dépasser ni être inférieures à celles correspondant aux moyens supplémentaires octroyés suite au saut de catégorie calculé sur base du cumul des activités du centre et de sa décentralisation. »

Art. 16. La section 14 du même arrêté devient la section 15.

Art. 17. Les articles 27, 28, 29 et 32 du même arrêté sont abrogés.

Art. 18. L'annexe I^{re} du même arrêté est modifiée de la façon suivante :

Le registre des animations est supprimé.

Le registre des consultations est remplacé par le texte figurant en annexe I^{re}a du présent arrêté, sauf la fiche individuelle et la fiche pluridisciplinaire qui demeurent identiques à celles qui figurent dans l'arrêté du 18 juin 1998.

Le registre des réunions pluridisciplinaires est remplacé par le texte figurant en annexe Ib du présent arrêté.

Art. 19. Il est inséré au même arrêté :

1^o une annexe IV figurant en annexe II du présent arrêté :

IVa) formulaires de validation des animations réalisées dans le cadre scolaire;

IVb) formulaire d'annonce et de confirmation des animations hors cadre scolaire;

IVc) formulaire d'annonce et de confirmation des activités de sensibilisation;

2^o une annexe V figurant en annexe III du présent arrêté :

Va) formulaires de demande d'agrément;

Vb) formulaires de demande de renouvellement d'agrément.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 3 en ce qu'il modifie l'article 5, alinéas 1^{er} à 4; 5; 10 en ce qu'il modifie l'article 17, § 2, alinéa 2, et § 4, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009 et de l'article 3 en ce qu'il modifie l'article 5 alinéas 5, et 6, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Art. 21. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 octobre 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

Explications relatives au registre des consultations

1. Numérotation continue par année civile
2. Date de la consultation
3. Nouveau ou ancien consultant : code 1 : toute personne qui franchit la porte pour la 1^{ère} fois

code 2 : toutes les autres personnes

4. Index : N° du dossier

Il correspond au numéro de dossier attribué au consultant lorsqu'il vient au centre pour la 1^{ère} fois. Une fois attribué, le n° de dossier suit le consultant. Il doit être repris lors de chaque consultation quelque soit le spécialiste rencontré.

Si plus de dix ans se sont écoulés depuis la dernière consultation (délai de conservation des archives du centre suivant article 17 du décret), un nouveau n° de dossier sera attribué au consultant. Pour les consultations anonymes la mention " A " précède le n° d'index qui sera repris sur la fiche de suivi.

5. N° d'ordre de consultation pour l'usager : Le chiffre repris dans cette colonne indique pour la quantième fois le spécialiste renseigné est consulté par la personne identifiée par son n° d'index. Il peut s'agir d'un ancien cas qui vient pour la première fois chez un autre spécialiste.

!! Cette numérotation n'est pas remise à zéro en début d'année civile.

6. Age du consultant
7. Consultants : code 1 : femme

code 2 : homme

code 3 : couple

code 4 : autres

8. Nombre de consultants : pour informations statistiques
9. Nationalité : Code 1 : Belge

Code 2 : UE

Code 3 : hors UE

Si plusieurs consultants, celle de la personne directement concernée par la demande (ex. IVG), ou la personne demandeuse (ex. : médiation familiale)

10. Statut mutuelliste : 1 : en ordre 2 : pas en ordre

Cette rubrique ne doit pas nécessairement être remplie si l'objet de la consultation est étranger à cette donnée, mais dans tous les cas pour les consultations médicales ou sociales.

Si plusieurs consultants idem colonne 9

11. Code postal

Si plusieurs consultants, idem colonne 9

12. Motifs de contact et type de consultation

Colonne 1 : réservée à l'accueil : code de la fonction du spécialiste et n° de l'item (nomenclature se rapportant à l'accueil). Si l'accueil est effectué sous la responsabilité d'un membre de l'équipe, il faut indiquer : ac n° de l'item suivi du code de la fonction du responsable.

Colonne 2 : réservée aux consultations : code de la fonction du spécialiste suivies du n° de l'item adéquat ;

Colonne 3 : réservée aux activités IVG code de la fonction du spécialiste suivi de l'item adéquat.

Codes fonctions

M : médecin

P : psychologue

CC : conseiller conjugal

S : sexologue

AS : assistant social

J : juriste

AC : code de la fonction de l'accueillant + code de la fonction du responsable si l'accueillant ne fait pas partie de l'équipe pluridisciplinaire

X : si pas de fonction.

13. Envoyé par : si interne, indiquer le code de la fonction du prescripteur

si externe, 1 : SAJ,

2 : SOS

3 : CPAS

4 : médecin traitant

5 : spécialiste

etc..... à préciser

14. Orienté vers : idem ci-dessus
15. Intervention financière du bénéficiaire
16. Nom(s) : nom du prestataire

2. noms si l'accueillant travaille sous responsabilité

1. Signatures : signature du prestataire

2 signatures si l'accueillant travaille sous responsabilité.

Répartition des items par fonctions

Psychologues, consultation conjugale, sexologie :

1. troubles de l'humeur
2. questions relatives à la sexualité
3. assuétudes
4. problèmes familiaux
5. problèmes conjugaux
6. problèmes liés aux étapes de la vie
7. questions psychologiques relatives à l'I.V.G.
 1. relatives à l'I.V.G. avec convention INAMI
 2. autres et I.V.G. hors convention INAMI
8. maltraitance, abus, violence
9. médiation familiale
10. autres

Médical :

1. première contraception
2. suivi gynécologique
3. problèmes inhérents à la vie sexuelle et affective
4. IST
5. Grossesse
6. Infertilité
7. I.V.G.
 1. première visite
 2. I.V.G.
 3. 1^{er} suivi médical
 4. second suivi médical
8. autres

Social :

1. médiation avec des institutions sociales et sanitaires (CPAS, Mutuelles, chômage..).
2. orientation, collaboration avec le réseau social et sanitaire
3. information et accompagnement des grossesses non désirées
4. informations liées au droit familial
5. abus, violence, maltraitance
6. questions relatives à la sexualité
7. questions sociales relatives à l'IVG
 1. relatives à l'I.V.G. avec convention INAMI
 2. autres et I.V.G. hors convention INAMI

8. autres
9. médiation familiale

Juridique :

1. divorce, séparation
2. filiation
3. adoption
4. exercice de l'autorité parentale
5. droit des jeunes
6. abus, violence, maltraitance
7. questions juridiques relatives à l'IVG
 1. relatives à l'I.V.G. avec convention INAMI
 2. autres et I.V.G. hors convention INAMI
8. autres à spécifier dans la fiche individuelle
9. médiation familiale

-

Accueil :

1. accueil généraliste
2. test de grossesse
3. information sur la contraception et l'éducation sexuelle et affective
4. clarification et orientation interne
5. clarification et orientation externe
6. pilule du lendemain
7. IVG
8. IST
9. autres

Annexe I Registre d'Activités

Ib) Registre des réunions pluridisciplinaires

N° d'agrément :		Année :					
N°		Année :					
Registre des Réunions pluridisciplinaires							
N°	Type de réunion	Date	Heure de début de la réunion	Heure de fin de la réunion	Liste et fonction des personnes présentes	Sujets abordés	Procès-verbal établi le
	1° Equipe pluri.						
	2° Toute l'équipe						
	3° Restreintes						

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Namur, le 2 octobre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances

D. DONFUT

ANNEXE II**Annexe IV.a.1) Formulaire de validation des animations réalisées dans le cadre scolaire.****Coordonnées du centre** Ministère de la Région Wallonne

..... Direction Générale de l'Action Sociale et de la Santé
 **Direction de la Famille**

..... Avenue Gouverneur Bovesse, 100
 5100 Jambes

N° d'agrément

Antenne de.....

Centre de Planning et de consultation familiale & conjugale**Récapitulatif des animations réalisées dans le cadre scolaire*****Nom de l'établissement :***

Rue et n° :

CP et localité :

Personne de contact : *Téléphone :* /

Durant la période du.....au.....

les(nombre) animations dont le détail figure en annexe ont bien été dispensées aux élèves de l'établissement scolaire susmentionné par le Centre de planning de.....

La participation financière s'élève à :

Le/...../..... Le/...../.....

Nom et signature du responsable Nom Prénom et signature du chef

de la gestion journalière du Centre de l'établissement scolaire ou de la

de planning : personne qu'il mandate et sa fonction

Nombre d'annexes :

Annexe IV a.2 Relevé des animations en milieu scolaire		<u>Etablissement</u> :					Nom et qualification de l'animateur Membre ou pas de l'équipe pluridisciplinaire	
N°	Date	Début	Durée	Thème, objet et objectifs de l'animation	Lieu de l'animation (si en dehors de l'école)	Classe Groupe Filles/Garçons	Interven- tion financière	Nom du professeur, de l'éducateur ou du responsable de projet
		Fin						
		....h....h						
		....h....h						
		....h....h						

Nom Prénom et signature du chef de l'établissement scolaire ou de la personne qu'il mandate et sa fonction

Annexe IVb) Formulaire d'annonce et de confirmation des animations hors cadre scolaire***Centre de Planning et de consultation familiale & conjugale*****1. Annonce d'une animation**

.(15 jours calendrier avant l'animation)

Date de l'animation : / / de H . . . à H

Nom du ou des animateurs : *Téléphone* : /

Lieu de l'animation : **Le CPF** *Autre lieu à préciser* :

Nom de l'établissement :

Rue et n° :

CP et localité :

Personne de contact : *Téléphone* : /

Thème de l'animation :

Objectifs de l'animation :

Public cible :

Le / / *Nom de l'animateur ou du responsable* *Signature*

.

2. Confirmation de l'exécution de l'animation susmentionnée

.(au plus tard dans les dix jours du mois suivant le trimestre de leur exécution)

Date et durée de l'animation : / / de H . . . à H

Nom du ou des animateurs :

Thème et objectifs de l'animation (si modifiés):

Matériel utilisé :

*Public * Genre:*

** Nombre de participants (hommes/femmes) : Tranche d'âges : .. / ..*

Participation financière :

Le/...../..... Nom du responsable de la gestion journalière Signature

.....

Annexe IVc) Formulaire d'annonce et de confirmation des activités de sensibilisation

Centre de Planning et de consultation familiale & conjugale

1. Annonce d'une activité de sensibilisation. (15 jours calendrier avant l'action)

Date de l'activité de sensibilisation : / ... / de H. à H.

Nom du ou des animateurs : *Téléphone :* /

Lieu de l'activité : Le CPF Autre lieu à préciser :

Nom de l'établissement :

Rue et n° :

CP et localité :

Personne de contact : *Téléphone :* /

Thème :

Objectifs :

.....

Public cible :

Le/...../..... Nom de l'animateur ou du responsable Signature

.....

2. Confirmation de l'exécution de l'activité susmentionnée. (au plus tard dans les dix jours du mois suivant le trimestre de leur exécution)

Date de l'activité de sensibilisation:/.../..... de H. ... à H.

Nom du ou des animateurs :

Thème et objectifs de l'activité (si modifiés):

.....

Matériel utilisé :

Public * Genre:

*** Nombre de participants (hommes/femmes) :** **Tranche d'âges :** ... / ..

Participation financière :

Le/...../..... Nom du responsable de la gestion journalière Signature

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Namur, le 2 octobre 2008

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de
l'Egalité des Chances

D. DONFUT

ANNEXE III

Annexe Va) Formulaires de demande d'agrément

Demande d'agrément**I. Identification**

:

1. Le centre

:

Dénomination :

Rue : N° : Bte :

CP : Localité :

Téléphone : Fax : E-mail :

Responsable de la gestion journalière : Nom :

Prénom :

2. Le pouvoir organisateur

:

Dénomination :

N° d'entreprise :

Représentant : Nom : Prénom :

Siège social Rue : N° : Bte :

CP : Localité :

Téléphone : Fax : E-mail :

I. Statuts

:

Joindre une copie des statuts coordonnés.

II. Missions du centre

:

Description des tâches assumées par le centre en rapport avec les missions :

Expliquez comment les missions définies par le décret sont assurées et présentez les activités spécifiques, mises en place par le centre, que vous souhaitez mettre en exergue.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

III. Sources de financement

:

Indication des autres sources de subordination par des pouvoirs publics ou des personnes privées :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

IV. Locaux

:

Un plan mentionnant la destination des locaux et l'accès à ceux-ci depuis la voie publique :

Reprenez en annexe un plan descriptif des locaux par niveau occupés par le centre ainsi qu'un plan d'accès à ceux-ci depuis la voie publique.

V. Personnel

:

1. Les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire, du responsable de la gestion journalière et le volume de leurs prestations :

Reprenez ci-après les données relatives aux médecins qui assurent la **fonction médicale** à la date d'introduction du dossier.

" La fonction médicale est assurée par un médecin titulaire d'un diplôme de médecin généraliste ou par un médecin spécialiste ou en cours de spécialisation en gynécologie ".

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut

Reprenez ci-après les données relatives aux psychologues qui assurent la **fonction psychologique** à la date d'introduction du dossier.

" La fonction psychologique est assurée par un psychologue titulaire d'un diplôme de licencié en psychologie ou en psychopédagogie. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ¹

Reprenez ci-après les données relatives aux juristes qui assurent la **fonction juridique** à la date d'introduction du dossier.

" La fonction juridique est assurée par un docteur ou licencié en droit. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction sociale** à la date d'introduction du dossier.

" La fonction sociale est assurée par un travailleur social titulaire d'un diplôme d'assistant social ou d'infirmier gradué social. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ²

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction de sexologue** à la date d'introduction du dossier.

" De plus, l'équipe peut comprendre un conseiller conjugal titulaire d'un certificat délivré par un centre de formation agréé ou reconnu et un sexologue titulaire d'une licence en sciences sexologiques et de la famille. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ²

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction de conseiller conjugal** à la date d'introduction du dossier.

" De plus, l'équipe peut comprendre un conseiller conjugal titulaire d'un certificat délivré par un centre de formation agréé ou reconnu et un sexologue titulaire d'une licence en sciences sexologiques et de la famille. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction de d'accueil** à la date d'introduction du dossier.

" Les fonctions d'accueil et d'animation sont assurées par un membre de l'équipe ou sous son contrôle. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ³

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction de d'animation** à la date d'introduction du dossier.

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ³

Reprenez ci-après les données relatives à la personne qui assure la **fonction de responsable de la gestion journalière** à la date d'introduction du dossier.

" La gestion journalière du centre est confiée à un membre de l'équipe pluridisciplinaire désigné par le pouvoir organisateur. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ³

2. **Une copie des contrats de travail, des conventions d'indépendants et des conventions passées avec des volontaires**

:

Une copie des contrats de travaux, des conventions avec les prestataires indépendants tels que définis par l'article 13 du décret du 18 juillet 1997 ainsi que celles avec les volontaires doit être jointe au présent dossier.

3. **Le règlement d'ordre intérieur signé par le représentant du pouvoir organisateur et par les membres du personnel**

:

A joindre au présent dossier.

Commentaires :

.....
.....

2. Renseignements relatifs à la population desservie

:

Présentez le profil des usagers du centre ou de la population ciblée et motivez :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

I. Conventions de partenariat liées aux missions du centre

:

Partenariat	Nature	Objet	Date / Période de la convention

Commentaires :

.....

Lieu et date :, le/...../.....

" Certifié sincère et véritable "

Nom et prénom : Fonction :

Signature

Annexe Vb) Formulaires de demande de renouvellement d'agrément**Demande de renouvellement
de l'agrément N°****II. Identification**

:

1. Le centre

:

Dénomination :

Rue : N° : Bte :

CP : Localité :

Téléphone : Fax : E-mail :

Responsable de la gestion journalière : Nom :

Prénom :

2. Le pouvoir organisateur

:

Dénomination :

N° d'entreprise :

Représentant : Nom : Prénom :

Siège social Rue : N° : Bte :

CP : Localité :

Téléphone : Fax : E-mail :

I. Statuts

:

Joindre une copie des statuts coordonnés.

II. Missions du centre

:

Description des tâches assumées par le centre en rapport avec les missions :

Expliquez comment les missions définies par le décret sont assurées et présentez les activités spécifiques, mises en place par le centre, que vous souhaitez mettre en exergue.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

III. Sources de financement

:

Indication des autres sources de subside par des pouvoirs publics ou des personnes privées :

.....

.....

.....

IV. Personnel

:

1. **Les noms, titres, diplômes et fonctions de chaque membre de l'équipe pluridisciplinaire, du responsable de la gestion journalière et le volume de leurs prestations :**

Reprenez ci-après les données relatives aux médecins qui assurent la **fonction médicale** à la date d'introduction du dossier.

" La fonction médicale est assurée par un médecin titulaire d'un diplôme de médecin généraliste ou par un médecin spécialiste ou en cours de spécialisation en gynécologie ".

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut

Reprenez ci-après les données relatives aux psychologues qui assurent la **fonction psychologique** à la date d'introduction du dossier.

" La fonction psychologique est assurée par un psychologue titulaire d'un diplôme de licencié en psychologie ou en psychopédagogie. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ¹

Reprenez ci-après les données relatives aux juristes qui assurent la **fonction juridique** à la date d'introduction du dossier.

" La fonction juridique est assurée par un docteur ou licencié en droit. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ¹

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction sociale** à la date d'introduction du dossier.

" La fonction sociale est assurée par un travailleur social titulaire d'un diplôme d'assistant social ou d'infirmier gradué social. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction de sexologue** à la date d'introduction du dossier.

" De plus, l'équipe peut comprendre un conseiller conjugal titulaire d'un certificat délivré par un centre de formation agréé ou reconnu et un sexologue titulaire d'une licence en sciences sexologiques et de la famille. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ²

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction de conseiller conjugal** à la date d'introduction du dossier.

" De plus, l'équipe peut comprendre un conseiller conjugal titulaire d'un certificat délivré par un centre de formation agréé ou reconnu et un sexologue titulaire d'une licence en sciences sexologiques et de la famille. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ²

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction de d'accueil** à la date d'introduction du dossier.

" Les fonctions d'accueil et d'animation sont assurées par un membre de l'équipe ou sous son contrôle. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut

Reprenez ci-après les données relatives aux personnes qui assurent la **fonction de d'animation** à la date d'introduction du dossier.

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ³

Reprenez ci-après les données relatives à la personne qui assure la **fonction de responsable de la gestion journalière** à la date d'introduction du dossier.

" La gestion journalière du centre est confiée à un membre de l'équipe pluridisciplinaire désigné par le pouvoir organisateur. "

Nom	Prénom	Titre/Diplôme	Volume de prestations	Statut ³

2. **Une copie des contrats de travail, des conventions d'indépendants et des conventions passées avec des volontaires**

:

Une copie des contrats de travaux, des conventions avec les prestataires indépendants tels que définis par l'article 13 du décret du 18 juillet 1997 ainsi que celles avec les volontaires doit être jointe au présent dossier.

3. **Le règlement d'ordre intérieur signé par le représentant du pouvoir organisateur et par les membres du personnel**

:

A joindre au présent dossier.

I. **Fonctionnement**

:

1. **Accessibilité**

:

Reprenez en annexe les grilles prévues à l'article 8 de l'AGW du 18 juin 1998.

2. **Le modèle de dossier individuel**

:

Modèle à joindre au présent dossier (Art. 17 du décret).

Lieu et date : , le / /

" Certifié sincère et véritable "

Nom et prénom : Fonction : Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2008 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale.

Namur, le 2 octobre 2008.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 3749

[2008/203749]

2 OKTOBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, inzonderheid op de artikelen 5, vijfde lid, 10, achtste lid, 18, 19, eerste lid, 22, vijfde lid, 23, eerste en tweede lid, 24, 26, 28, 30, 31, vijfde lid, en 33, tweede lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 juli 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 juli 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 45.056/7, gegeven op 17 september 2008;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. Het multidisciplinaire overleg bedoeld in artikel 5 van het decreet heeft als doel :

1° het onderzoek en de oriëntering van de aanvragen die ten laste genomen kunnen worden door verschillende leden van de multidisciplinaire ploeg of door een buitendienst die beter inspeelt op de behoeften van de gerechtigden;

2° de coördinatie van de actie van de leden van de multidisciplinaire ploeg;

3° de opvolging van de evolutie van de ten laste genomen personen.

4° de evaluatie van het project van het centrum.

§ 2. Het wordt per centrum en niet per inrichtende macht gehouden met inachtneming van de volgende modaliteiten :

1° alle leden van de ploeg die medische, psychologische, juridische en sociale functies uitoefenen alsook elk ander lid van de ploeg dat krachtens artikel 26 van dit decreet gesubsidieerd wordt wonen minstens één vergadering om de twee maanden bij;

2° alle door het centrum tewerkgestelde personen wonen minstens drie vergaderingen per jaar bij, ongeacht hun statuut;

3° er kunnen kernvergaderingen georganiseerd worden. Ze mogen slechts geregistreerd en, bijgevolg, gevaloriseerd worden indien drie van de vier basisfuncties vertegenwoordigd zijn of indien minstens twee van de vier basisfuncties vertegenwoordigd zijn en, in het tweede geval, op voorwaarde dat minimum 50 % van de leden van de basisploeg aanwezig zijn.

Onder basisploeg wordt verstaan de medische, psychologische, sociale en juridische functie.

Alle vergaderingen zijn het voorwerp van notulen waarin de datum, de deelnemers, de verhinderde en afwezige leden, de agenda, de samenvatting van de debatten en de maatregelen worden vermeld.

Voor alle vergaderingen wordt een oproeping met de agendapunten toegestuurd. Alleen de vergaderingen bedoeld in 3° kunnen het voorwerp uitmaken van een planning op basis van een kalender die om de drie of om de zes maanden wordt opgemaakt en afgegeven of gestuurd aan de betrokken leden van de ploeg. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Wat de raadplegingen betreft, wordt de minimumduur van de prestaties van de leden van de basisploeg per week vastgelegd naar gelang van de categorie waarin het centrum ingedeeld is.

Gedurende die minimale prestatieuren, wordt de aanwezigheid van de dienstverlener in het centrum vereist :

1° wat betreft de medische, sociale en psychologische prestaties, al dan niet op afspraak, van 1 uur per week in categorie 1 tot 7 uren per week in categorie 7, waarbij het aantal uren en de categorie aan hetzelfde ritme vorderen;

2° wat betreft de juridische prestaties, al dan niet op afspraak, van 1 uur per week in categorieën 1 en 2, en vervolgens vermeerdering met een halfuur per categorie;

3° wat betreft de opvang zonder afspraak, van 12 uren per week in categorie 1, 15 uren per week in categorie 2 en vervolgens vermeerdering met 5 uren per week per categorie. Het centrum mag die uren over de week verdelen op voorwaarde dat het de opvang minstens een dag per week, tussen 17 en 19 uur, of op zaterdag, tussen 10 en 12 uur, georganiseerd wordt. Die minimale opvanguren kunnen niet opgeteld worden en het aantal personen die gelijktijdig de opvang waarnemen wordt niet in aanmerking genomen.

De jaarlijkse minimumduur van de animatievergaderingen wordt op 30 valoriseerbare animatie-uren vastgelegd voor de centra van categorie 1 en verhoogt met 10 uren per categorie.

Indien de voorgeschreven minima niet in acht genomen worden, wordt een financiële sanctie toegepast.

Ze stemt overeen met het product van het aantal over de week ontbrekende uren, veralgemeend over een jaar door een forfaitaire kostprijs van 40 euro per uur; die kostprijs wordt jaarlijks op 1 januari op basis van de gezondheidsindex van 1 januari 2008 geïndexeerd en door de Minister aan de centra meegedeeld. De inachtneming van de voorgeschreven minimumdrempels wordt op een jaarlijkse basis van 48 weken gecontroleerd. Het bedrag van de sanctie wordt afgetrokken bij de vereffening van het saldo van het betrokken jaar.

Indien de minima gedurende meer dan zes maanden niet in acht genomen worden, is de subsidie van het jaar, of van het volgende jaar indien het saldo al is vereffend, die van de categorie die overeenstemt met het aantal uren dat daadwerkelijk is gepresteerd in de functie waarvoor een tekort is vastgesteld.

Art. 4. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Het activiteitenregister bedoeld in artikel 18 van het decreet van 18 juli 1997 bestaat uit een register van de consulten en uit een register van de multidisciplinaire vergaderingen, die gehouden worden overeenkomstig de modellen opgenomen in bijlage I bij dit besluit.

Vrijwillige zwangerschapsonderbreking en alle desbetreffende consulten worden opgenomen in het register van de consulten door gebruik te maken van de items betreffende de vrijwillige zwangerschapsonderbreking.

De twee registers bedoeld in het eerste lid, die regelmatig en minstens één keer per week door de dienstverleners bijgehouden worden, worden minstens één keer per maand getekend door de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer of, bij diens afwezigheid, door een lid van de multidisciplinaire ploeg, na opgave van de consulten en de multidisciplinaire vergaderingen die tijdens de week werden gehouden. »

Art. 5. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Onder toegankelijkheid wordt verstaan :

1° de openingstijden (opvang zonder afspraak) zoals bedoeld in artikel 5, 3°. Ze worden waargenomen door een lid van de multidisciplinaire ploeg of onder zijn toezicht voor zover een lid van de multidisciplinaire ploeg aanwezig is in het centrum.

2° de consulturen zonder afspraak.

Die toegankelijkheid wordt vastgelegd op 12 uren per week voor de centra van categorie 1, op 18 uren per week die van categorie 2, op 23 uren per week voor die van categorie 3 en vervolgens vermeerdering met 5 uren per week per categorie.

De uurrooster van de opvanguren en de consulten zonder afspraak alsook die van de consulten uitsluitend op afspraak worden ter kennis van het publiek gebracht en aan de diensten van de administratie meegedeeld. Ze worden binnen en buiten de lokalen van het centrum aangeplakt.

De centra mogen hoogstens 4 weken per jaar sluiten, namelijk maximum 2 opeenvolgende weken voor de centra van de categorieën 1 tot 3 en 2 weken voor de andere categorieën.

Het publiek wordt daarover ingelicht en gedurende die periode via een externe aanplakking naar de dichtbijzijnde geopende centra georiënteerd.

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. De financiële bijdrage die voor niet-medische consulten gevraagd kan worden bedraagt maximum vijftien euro per persoon en per consult.

Dat bedrag wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd en door de Minister aan de centra meegedeeld.

Indien verschillende personen in het kader van hetzelfde consult ontvangen worden, kan dat forfaitair bedrag met maximum 50 % verhoogd worden.

De erelonen betreffende de vrijwillige zwangerschapsonderbreking die gevraagd worden aan een patiënte zonder ziekte- en invaliditeitsverzekering, mogen niet hoger zijn dan het bedrag dat door het RIZIV ten laste genomen wordt, verhoogd met de persoonlijke bijdrage van de rechthebbende, zoals vastgelegd in de overeenkomst die het centrum en het RIZIV in dat kader gesloten hebben.

Voor de andere medische consulten, mag het bedrag van de opeisbare financiële bijdrage niet hoger zijn dan het bedrag van de persoonlijke bijdrage dat voor rekening blijft van de begunstigde van de ziekteverzekering.

Bij elke betaling wordt een ontvangstbewijs afgegeven, waarvan een duplicaat in het centrum bewaard wordt.

Het ontvangstbewijs vermeldt de datum, de naam van de patiënt of, bij gebreke daarvan, zijn dossiernummer, het identificatienummer van het consult en het ontvangen bedrag. Het wordt door de dienstverlener getekend. »

Art. 7. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art 11. Het erkenningsaanvraagdossier wordt bij aangetekend schrijven aan de Minister gericht overeenkomstig het model opgenomen in bijlage Va bij dit besluit.

Behalve de gegevens bedoeld in artikel 23 van het decreet bevat het :

1° de identiteit en de personalia van de persoon die de inrichtende macht vertegenwoordigt;

2° de identificatie van het centrum : benaming, adres, telefoonnummer, opvang- en consulturen;

3° de identificatie van de overige bronnen van financiering door de overheid of door privépersonen;

4° de naam, de titels, de diploma's en de functies van elk lid van de multidisciplinaire ploeg, van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer, hun werkrooster en de omvang van hun prestaties;

5° een afschrift van de arbeidscontracten, van de overeenkomsten bedoeld in artikel 13 van het decreet en van de overeenkomsten gesloten met vrijwilligers;

6° het model van individueel dossier;

7° een plan met de bestemming van de lokalen en de toegang ertoe vanaf de openbare weg;

8° de naam van de gemeenten en de cijfers van de bevolking die door het centrum bediend wordt;

9° het huishoudelijk reglement getekend door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht en door de personeelsleden. »

Art. 8. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. De hernieuwing van de erkenning wordt vroegstens negen maanden en uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning aangevraagd. Ze wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht.

Ze gaat vergezeld van de gegevens bedoeld in artikel 11, 1° tot 4°, alsook van de gegevens bedoeld in artikel 23, 1° en 3°, van het decreet.

Niettegenstaande het tweede lid, blijft het centrum dat zijn aanvraag tot erkenningshernieuwing overeenkomstig het eerste lid heeft ingediend voorlopig erkend en wordt het verder gesubsidieerd totdat over zijn aanvraag beslist wordt. Het centrum kan maximum zes maanden in aanmerking komen voor die maatregel en voor de desbetreffende subsidies.

De Minister beslist over de hernieuwingsaanvraag na advies van het begeleidingscomité, overeenkomstig artikel 12, tweede lid. ».

Art. 9. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. De aanvragen om erkenning of om hernieuwing van erkenning worden door de administratie onderzocht.

Indien de aanvragen niet vergezeld gaan van alle documenten en gegevens bedoeld in artikel 11 of 13, maakt de administratie de aanvrager daarop attent binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag. De administratie verzoekt de aanvrager erom zijn dossier aan te vullen en wijst hem op de ontbrekende documenten en gegevens.

De aanvragen om erkenning en om hernieuwing van erkenning worden door de Minister slechts in aanmerking genomen voor zover het door de aanvrager ingediende dossier, desgevallend aangevuld overeenkomstig de bepalingen van het tweede lid, voldoet aan de voorwaarden van artikel 11 of 13. »

Art. 10. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. § 1. Het erkenningsbesluit bepaalt de categorie waarvoor het centrum erkend wordt naar gelang van zijn jaarlijkse activiteiten en overeenkomstig de volgende criteria :

1° categorie I : centrum erkend voor minder dan 1 000 activiteiten;

2° categorie II : centrum erkend voor 1 000 tot 2 499 activiteiten;

3° categorie III : centrum erkend voor 2 500 tot 3 999 activiteiten;

4° categorie IV : centrum erkend voor 4 000 tot 5 499 activiteiten;

5° categorie V : centrum erkend voor 5 500 tot 6 999 activiteiten;

6° categorie VI : centrum erkend voor 7 000 tot 8 499 activiteiten;

7° categorie VII : centrum erkend voor 8 500 activiteiten en meer.

§ 2. De consulten en de multidisciplinaire vergaderingen bedoeld in artikel 3 tellen voor één activiteit.

De animatievergaderingen tellen voor vier activiteiten per schijf van 60 minuten voor de groep. Het aantal te valoriseren animaties wordt berekend als volgt : jaartotaal van de animatietijden voor de groep/60 afgerond naar onder.

De animaties zijn valoriseerbaar indien :

1° ze minimum 30 minuten duren;

2° ze een vooraf bepaald thema hebben;

3° ze zich houden aan de thema's die krachtens de geldende regelgeving toegelaten worden;

4° ze zich niet richten tot een publiek van vaklui wanneer ze zich tot een volwassen publiek richten;

5° ze gratis gegeven worden;

6° ze op een lijst opgenomen worden en einde cyclus gevaloriseerd worden - op zijn minst aan het einde van elke schoolperiode (Kerstmis, Pasen, juni) - door het hoofd van de schoolinrichting of door de persoon aan wie hij volmacht geeft en door de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer van het centrum voor alle animaties gegeven in het kader van het onderwijs. De lijsten van de animaties en de samenvattingen stroken met de modellen opgenomen in de bijlagen IVa.1 en IVa.2 bij dit besluit en worden binnen de maand na afloop van de periode aan de administratie gericht;

7° ze, voor alle animaties buiten het kader van het onderwijs, uiterlijk 15 kalenderdagen vóór de bekendmaking ervan meegedeeld worden aan de administratie. Een kortere termijn wordt toegestaan indien hij behoorlijk gerechtvaardigd is. Met het oog op een definitieve validering worden die animaties bevestigd uiterlijk binnen de eerste 10 dagen van de maand na het kwartaal waarin ze plaatsgevonden hebben. Het overgemaakte document strookt met het model opgenomen in bijlage IVb bij dit besluit.

§ 3. De vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen en de desbetreffende consulten, die niet ten laste genomen worden in het kader van de overeenkomst die het centrum en het RIZIV gesloten hebben, tellen voor 12 activiteiten.

Slechts 5 % van het totaal aantal vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen die door het centrum uitgevoerd worden kan in aanmerking genomen worden.

De consulten per telefoon, de vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen en de desbetreffende consulten, zoals bepaald in de overeenkomst die het centrum en het RIZIV gesloten hebben, worden niet meegerekend.

De vrijwillige zwangerschapsonderbrekingen en de desbetreffende consulten die uitgevoerd worden door een centrum waarvan de overeenkomst die het met het RIZIV gesloten heeft is opgezegd, worden niet meegerekend.

§ 4. De activiteiten tot sensibilisering voor die problematieken in rechtstreeks verband met de opdrachten van de centra worden gevaloriseerd op basis van de gedekte uurperiode, ongeacht het aantal personen van het centrum die door die activiteit gemobiliseerd zijn, naar rato van één activiteit per schijf van 60 minuten en voor zover ze uiterlijk 15 kalenderdagen voor de datum van het evenement aangekondigd en uiterlijk binnen de eerste 10 dagen van de maand na het kwartaal waarin ze plaatsvinden bevestigd worden. Het overgemaakte document strookt met het model opgenomen in bijlage IVc bij dit besluit.

Spreekgroepen, deelname aan festivals of andere evenementen, de uitdeling van voorbehoedmiddelen, de organisatie van tentoonstellingen en conferenties worden als sensibiliseringsactiviteiten beschouwd. »

Art. 11. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. De subsidies die de werkingskosten dekken worden aan de centra toegekend naar gelang van de categorie waarin ze ingedeeld zijn en worden overeenkomstig de volgende minima vastgelegd :

1° categorie I : 4.460 euro;

2° categorie II : 16.100 7.566,29 euro;

3° categorie III : 19.830 euro;

4° categorie IV : 24.800 euro;

5° categorie V : 30.990 euro;

6° categorie VI : 37.180 euro;

7° categorie VII : 43.380 euro.

De op basis van dit artikel toegekende subsidies kunnen gebruikt worden voor de betaling van elke uitgave voor rekening van het centrum, met uitzondering van de personeelsuitgaven of van de uitgaven i.v.m. prestaties verricht door zelfstandige vaklui, gesubsidieerd krachtens de artikelen 26 en 27 van het decreet.

Om het voordeel van de krachtens dit artikel voor personeelsuitgaven toegekende subsidies te genieten, wordt geen kwalificatievereiste aan het personeel opgelegd. De weddeschalen en de anciënniteitsregels zijn evenwel dezelfde als degene die van toepassing zijn op het gesubsidieerde personeel, zoals bedoeld in artikel 21.

Voornoemde bedragen worden jaarlijks op 1 januari geïndexeerd op grond van de gezondheidsindex van 1 januari 2008 en door de Minister aan de centra meegedeeld.

Art. 12. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. § 1. De subsidies die de uitgaven i.v.m. het statutaire of contractuele personeel dekken worden aan het centrum toegekend naar gelang van de categorie waarin het ingedeeld is en zijn vastgelegd als volgt :

1° categorie I : 0,50 ETP;

2° categorie II : 1 ETP;

3° categorie III : 1,30 ETP;

4° categorie IV : 1,60 ETP;

5° categorie V : 2 ETP;

6° categorie VI : 2,50 ETP;

7° categorie VII : 3,00 ETP.

Voor de centra die zwangerschapsonderbrekingen hebben uitgevoerd gedurende de referentieperiode voor de bepaling van de erkenningscategorie, wordt de in het eerste lid bedoelde bezoldigde betrekking verhoogd als volgt :

1° voor het centrum dat 1 tot 99 zwangerschapsonderbrekingen heeft uitgevoerd : 0,7 bijkomend ETP;

2° voor het centrum dat 100 tot 199 zwangerschapsonderbrekingen heeft uitgevoerd : 1,1 bijkomend ETP;

2° voor het centrum dat 100 tot 199 zwangerschapsonderbrekingen heeft uitgevoerd : 1,5 bijkomend ETP.

De subsidies mogen niet hoger zijn dan de weddeschalen vermeld in bijlage III bij dit besluit, verhoogd met de werkgeverslasten.

Het centrum verdeelt die subsidieerbare arbeidsduur onder de leden van zijn personeel die houder zijn van één van de diploma's bedoeld in het derde, vierde, vijfde en zesde lid van artikel 10 van het decreet.

Er kunnen subsidies verleend worden voor een persoon die houder is van een andere titel voor zover hiervan melding gemaakt wordt in het erkenningsbesluit, alsook van de arbeidsduur die voor hem voorzien wordt.

§ 2. Er kunnen tussentijdse verhogingen toegekend worden voor effectieve diensten die beschouwd kunnen worden als nuttige ervaring en die het personeel eerder gepresteerd heeft bij centra erkend of gesubsidieerd door een overheid onder Belgisch, buitenlands of internationaal recht.

De Minister beoordeelt of de diensten bedoeld in het eerste lid uit hoofde van betrokkene als nuttige ervaring beschouwd kunnen worden.

§ 3. Het deeltijds geworven personeelslid krijgt de tussentijdse verhogingen op dezelfde manier als een voltijds geworven personeelslid.

§ 4. De in aanmerking komende diensten die volle maanden dekken worden rechtstreeks gevaloriseerd in de geldelijke anciënniteit.

De in aanmerking komende diensten die delen van maanden dekken worden aan het einde van het jaar opgeteld.

De delen van maanden die periodes van dertig dagen totaliseren worden in de geldelijke anciënniteit gevaloriseerd naar rato van één maand per periode van dertig dagen.

§ 5. De anciënniteiten worden in aanmerking genomen in de maand van de overlegging van voor echt verklaarde documenten waarin melding wordt gemaakt van o.a. de naam en de geboortedatum van het personeelslid, de naam van de werkgevers, het doel van de dienst en de aard van de betrekking, het statuut, het aantal gepresteerde uren, alsook het bewijs dat deze diensten erkend of gesubsidieerd waren door de overheden of instellingen bedoeld in § 2.

§ 6. De weddeschalen opgenomen in bijlage III bij het besluit van 18 juni 1998 worden geïndexeerd overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op de sector. »

Art. 13. Artikel 22bis van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 22bis. De subsidies worden gestort in vier driemaandelijke voorschotten van 22,5 % wat betreft de werkingssubsidies en de subsidies voor de prestaties van de zelfstandige vaklui en van 20 % wat betreft de subsidies voor het bezoldigde personeel.

Voor de vereffening van het saldo worden de bewijsstukken i.v.m. de uitgaven uiterlijk 30 april van het jaar dat volgt op het jaar waarvoor de subsidie is toegekend aan de administratie overgelegd.

Het door de administratie meegedeelde saldo wordt uiterlijk 31 oktober vereffend.

Het centrum kan tegen die beslissing beroep instellen binnen een termijn van een maand, die ingaat op de datum van kennisgeving. Het beroep is gegrond op nieuwe elementen, gestaafd met de desbetreffende bewijsstukken.

Elk document ingediend buiten de beroepstermijn wordt niet in aanmerking genomen. »

Art. 14. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 26. De Minister erkent de centrafederaties bedoeld in artikel 33, tweede lid, van het decreet.

Om erkend te worden, telt een federatie minstens twaalf erkende centra. »

Art. 15. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 14, die artikel 26*bis* inhoudt, luidend als volgt :

Afdeling 14. Decentralisatie

« Art. 26*bis*. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering een multidisciplinaire ploeg toelaten om in verschillende zetels te werken, voor zover ze inspeelt op bijzondere plaatselijke omstandigheden en op de specifieke behoeften van de bevolking. Dat werkingsmechanisme heet « decentralisatie ».

De artikelen van de afdelingen 1 tot 7 zijn toepasselijk op de decentralisaties. Wat betreft de minimumduur van de prestaties met verplichte aanwezigheid van de dienstverleners, alsook de animaties bedoeld in artikel 5 en de toegankelijkheid bedoeld in artikel 8, wordt de decentralisatie gedurende de eerste twee werkingsjaren onderworpen aan de vereisten die aan de centra van categorie 1 opgelegd worden.

Indien de gecumuleerde activiteiten van het centrum en van de decentralisatie ervan één of meer categoriesprongen rechtvaardigen, moeten vanaf het derde jaar de aan die vooruitgang gekoppelde vereisten vervuld worden :

1° door de decentralisatie indien de door haar ontwikkelde activiteiten met een hogere categorie stroken, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17;

2° door het centrum indien de door hem ontwikkelde activiteiten met een hogere categorie stroken, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17;

3° door degene die gedurende het vorige jaar de grootste vooruitgang heeft geboekt in de veronderstelling dat hun respectieve activiteiten voor geen van beide een categoriesprong op basis van de bepalingen van artikel 17 tot gevolg heeft.

In elk geval mogen de aan het centrum en/of aan de decentralisatie ervan opgelegde vereisten niet groter of kleiner zijn dan degene die overeenstemmen met de bijkomende middelen toegekend ingevolge de categoriesprong berekend op basis van de optelling van de activiteiten van het centrum en van de decentralisatie ervan. »

Art. 16. Afdeling 14 van hetzelfde besluit wordt afdeling 15.

Art. 17. De artikelen 27, 28, 29 en 32 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 18. Bijlage I bij hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

Het register van de animaties wordt opgeheven.

Het register van de consulten wordt vervangen door de tekst opgenomen in bijlage Ia bij dit besluit, behalve de individuele fiche en de multidisciplinaire fiche, die dezelfde blijven als die bedoeld in het besluit van 18 juni 1998.

Het register van de multidisciplinaire vergaderingen wordt vervangen door de tekst opgenomen in bijlage Ib bij dit besluit.

Art. 19. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met :

1° een bijlage IV opgenomen in bijlage II bij dit besluit :

IVa) formulieren tot validatie van de animaties gehouden in het kader van het onderwijs;

IVb) formulier tot aankondiging en bevestiging van de animaties gehouden buiten het kader van het onderwijs;

IVc) formulier tot aankondiging en bevestiging van de sensibiliseringsactiviteiten;

2° een bijlage V opgenomen in bijlage III bij dit besluit :

Va) formulieren tot erkenningsaanvraag;

Vb) formulieren tot aanvraag om erkenningshernieuwing.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, behalve artikel 3, houdende wijziging van artikel 5, eerste tot vierde lid, en artikel 10, houdende wijziging van artikel 17, § 2, tweede lid, en § 4, die in werking treden op 1 januari 2009, en artikel 3, houdende wijziging van artikel 5, vijfde en zesde lid, dat in werking treedt op 1 januari 2011.

Art. 21. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 oktober 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

Uitleg betreffende het register van de consulten

1. Doorlopende nummering per burgerlijk jaar
2. Datum consult
3. Nieuwe of voormalige consultant code 1 : elke persoon die voor het eerst naar het centrum komt

code 2 : alle andere personen

4. Index : Dossiernr.

Het strookt met het dossiernummer dat aan de consultant toegekend wordt wanneer hij voor het eerst naar het centrum komt. Zodra het toegekend wordt, behoudt de consultant zijn dossiernummer. Het wordt bij elke consult vermeld, ongeacht de specialist.

Indien meer dan tien jaar zijn verlopen sinds het laatste consult (termijn archiefbewaring overeenkomstig artikel 17 van het decreet), wordt een nieuw dossiernummer aan de consultant toegekend. Voor anonieme consulten wordt het indexnummer dat op de opvolgingsfiche voorkomt door de melding "A" voorafgegaan.

5. Ordnummer consult voor de gebruiker Het cijfer dat in die kolom voorkomt vermeldt hoe vaak de aangeduide specialist is geraadpleegd door de persoon die aan de hand van zijn indexnummer is geïdentificeerd. Het kan gaan om een voormalige patiënt die voor het eerst bij een andere specialist komt.

!! Die nummering wordt niet tot nul herleid aan het begin van het burgerlijk jaar.

6. Leeftijd van de consultant
7. Consultanten : code 1 : vrouw

code 2 : man

code 3 : paar

code 4 : andere

8. Aantal consultanten voor statistische informatie
9. Nationaliteit Code 1 : Belg

Code 2 : EU

Code 3 : buiten UE

Indien verschillende consultanten, die van de persoon rechtstreeks betrokken bij de aanvraag (bijv.: Vrijwillige zwangerschapsonderbreking), of de verzoekende persoon (bijv.: gezinsbemiddeling)

10. Ziekenfondsstatuut 1 : in orde 2 : niet in orde

Deze rubriek moet niet noodzakelijk ingevuld worden indien het doel van het consult dit gegeven niet betreft, maar in elk geval voor de medische of sociale consulten.

Indien verschillende consultanten, idem kolom 9

11. Postnummer

Indien verschillende consultants, idem kolom 9

12. Contactmotieven en type consult

Kolom 1 : voorbehouden aan de opvang: code van de functie van de specialist en nr. van het item (nomenclatuur i.v.m. de opvang). Indien de opvang onder de verantwoordelijkheid van een lid van de ploeg plaatsvindt, dient het volgende te worden vermeld: opv. nr. van het item gevolgd door de code van de functie van de verantwoordelijke.

Kolom 2 : voorbehouden aan de consulten: code van de functie van de specialist gevolgd door het nr. van het gepaste item;

Kolom 3: voorbehouden aan de activiteiten vrijwillige zwangerschapsonderbreking code van de functie van de specialist gevolgd door het gepaste item.

Codes functies

M : geneesheer

P : psycholoog.

CC : adviseur huwelijksproblemen

S : seksuoloog

AS : maatschappelijk assistent

J : jurist

AC : code van de functie van de opvangpersoon + code van de functie van de verantwoordelijke indien de opvangpersoon niet deel uitmaakt van de multidisciplinaire ploeg

X : indien geen functie.

13. Gestuurd door indien intern, de code van de functie van de aanbevelende persoon opgeven

indien extern, 1 : SAJ,

2 : SOS

3 : Ocmw

4 : huisarts

5 specialist :

enz..... nader bepalen

14. Gestuurd naar zoals hierboven

15. Financiële bijdrage van de begunstigde

16. Naam naam van de dienstverlener

2. namen indien de opvangpersoon onder verantwoordelijkheid werkt

1. Handtekeningen: handtekening van de dienstverlener

2 handtekeningen indien de opvangpersoon onder verantwoordelijkheid werkt.

Verdeling van de items per functie

Psychologen, consult inzake huwelijksproblemen, seksuologie :

1. humeurstoornissen
2. vraagstukken i.v.m. de seksualiteit
3. verslavingen
4. gezinsproblemen
5. echtelijke problemen
6. problemen i.v.m. de levensfasen
7. psychologische vraagstukken i.v.m. vrijwillige zwangerschapsonderbreking
 1. i.v.m. vrijwillige zwangerschapsonderbreking met Riziv-overeenkomst
 2. andere en vrijwillige zwangerschapsonderbreking zonder Riziv-overeenkomst
8. mishandeling, misbruik, geweld
9. gezinsbemiddeling
10. overige

Medisch:

1. eerste contraceptie
2. gynaecologische opvolging
3. problemen inherent aan het seksuele leven en aan het gevoelsleven
4. SOA
5. zwangerschap
6. onvruchtbaarheid
7. vrijwillige zwangerschapsonderbreking
 1. eerste bezoek
 2. vrijwillige zwangerschapsonderbreking
 3. 1ste medische opvolging
 4. tweede medische opvolging
8. overige

Sociaal :

1. bemiddeling met de sociale en sanitaire instellingen (Ocmw, Ziekenfondsen, werkloosheid..).
2. oriëntering, samenwerking met het sociale en sanitaire netwerk
3. informatieverstrekking en begeleiding van de ongewenste zwangerschappen
4. informatie i.v.m. het gezinsrecht
5. mishandeling, misbruik, gewelddadigheden
6. vraagstukken i.v.m. de seksualiteit
7. sociale vraagstukken i.v.m. de vrijwillige zwangerschapsonderbreking
 1. i.v.m. vrijwillige zwangerschapsonderbreking met overeenkomst Riziv
 2. andere en vrijwillige zwangerschapsonderbreking zonder Riziv-overeenkomst
8. Overige

9. gezinsbemiddeling

Juridisch:

1. echtscheiding, scheiding
2. filiatie
3. adoptie
4. uitoefening van het ouderlijk gezag
5. jongerenrecht
6. mishandeling, misbruik, geweld
7. sociale vraagstukken i.v.m. de vrijwillige zwangerschapsonderbreking
 1. i.v.m. vrijwillige zwangerschapsonderbreking met overeenkomst Riziv
 2. andere en vrijwillige zwangerschapsonderbreking zonder Riziv-overeenkomst
8. andere : nader bepalen op de individuele fiche
9. gezinsbemiddeling

-

Opvang

1. opvang huisarts
2. zwangerschapstest
3. informatie over zwangerschap en seksuele en affectieve opvoeding
4. toelichting en interne oriëntering
5. toelichting en externe oriëntering
6. aftermorningpil
7. vrijwillige zwangerschapsonderbreking
8. IST
9. overige

Bijlage I Activiteitenregister

Ib) Register van de multidisciplinaire vergaderingen

	Erkeningsnr. :					Jaar :	
Register van de multidisciplinaire vergaderingen							
Nr.	Type vergadering	Datum	Uur begin vergadering	Uur einde vergadering	Lijst en functie van de aanwezige personen	Aangesneden onderwerpen	Notulen opgemaakt op
	1° Multidisc. ploeg						
	2° Gezamenlijke ploeg						
	3° Kernverg.						

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

Namen, 2 oktober 2008

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE II**Bijlage IVa.1) Formulieren voor de validatie van de animaties gehouden in het kader van het onderwijs**

Adres en verdere gegevens betreffende het centrum Ministère de la Région Wallonne

..... Direction Générale de l'Action Sociale et de la Santé

..... **Direction de la Famille**

..... Avenue Gouverneur Bovesse, 100

..... 5100 Jambes

Erkenningsnr. :

Antenne van.....

Centrum voor levens- en gezinsvragen**Overzicht van de animaties gehouden in het kader van het onderwijs*****Naam van de inrichting:***

Straat en nr. :

Postnummer en plaats :

Telefoon: /

Gedurende de periode van.....tot.....

werden de(aantal) animaties, die nader bepaald worden in de bijlage, daadwerkelijk door het Centrum voor levens- en gezinsvragen van.....gehouden voor de leerlingen van bovenbedoelde schoolinrichting .

De financiële bijdrage bedraagt:

...../...../..... /...../.....

Naam en handtekening van de verantwoordelijke Naam en handtekening van de verantwoordelijke

voor het dagelijks beheer van het centrum : van de schoolinrichting of van de

voor levens- en gezinsvragen : persoon aan wie hij volmacht geeft en diens functie

Aantal bijlagen :

Bijlage IVa.2 Lijst van de animaties in het onderwijs		<i>Inrichting</i> :					Naam en kwalificatie van de animator Al dan niet lid van de multidisciplinaire ploeg	
Nr.	Datum	Begin	Duur	Thema, voorwerp en doelstellingen van de animatie	Plaats van de animatie (indien buiten de school)	Klas Groep	Financiële bijdrage	Naam van de leraar, de opvoeder of de projectverantwoordelijke
		.....u				Meisjes/Jongens		
		.....u						
		.....u						
		.....u						
		.....u						
		.....u						

Naam voornaam en handtekening van het hoofd van de schoolinrichting of van de persoon aan wie hij volmacht geeft en diens functie

Bijlage IVb) formulier voor de aankondiging en de bevestiging van de animaties buiten het kader van het onderwijs

Centrum voor levens- en gezinsvragen

1. Aankondiging van een animatie

(15 kalenderdagen voor de animatie)

Datum van de animatie: / ... / van u. tot

Naam van de animator(s) : **Telefoon:** /

Plaats van de animatie

Het Centrum voor levens- en gezinsvragen *Andere nader te bepalen plaats* :

Naam van de inrichting:

Straat en nr. :

Postnummer en plaats :

Contactpersoon : **Telefoon:** /

Thema van de animatie

Doelstellingen van de animatie

Doelpubliek :

...../...../.....

Naam van de animator of van de verantwoordelijke; Handtekening

.....

2. Bevestiging van de uitvoering van bovenbedoelde animatie

(uiterlijk binnen tien dagen van de maand na het kwartaal waarin ze plaatsgevonden hebben)

Datum en duur van de animatie: . . . / . . . / . . . van . . . u . . . tot . . . u . . .

Naam van de animator(s) :

Thema en doelstellingen van de animatie (indien gewijzigd):
.

Gebruikt materiaal :

Publiek * Type:

*** Aantal deelnemers (mannen/vrouwen) :** **Leeftijdsschijf:** . . / . .

Financiële bijdrage :

. . . . / / **Naam van de verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur; Handtekening**

.

Bijlage IVc) Formulier voor de aankondiging en de bevestiging van de sensibiliseringsactiviteiten**Centrum voor levens- en gezinsvragen****1. Aankondiging van een sensibiliseringsactiviteit** (15 kalenderdagen voor de activiteit)

Datum van de sensibiliseringsactiviteit : . . . / . . . / . . . van . . . u . . . tot . . . u . . .

Naam van de animator(s) : **Telefoon:** . . . /

Plaats van de activiteit: Het Centrum voor levens- en gezinsvragen Andere nader te bepalen plaats :
.

Naam van de inrichting:

Straat en nr. :

Postnummer en plaats :

Contactpersoon : **Telefoon:** . . . /

Thema :

Doelstellingen:

Doelpubliek :

...../...../..... *Naam van de animator of van de verantwoordelijke Handtekening*

.....

2. Bevestiging van de uitvoering van bovenbedoelde activiteit (uiterlijk binnen tien dagen van de maand na het kwartaal waarin ze plaatsgevonden hebben)

Datum van de sensibiliseringsactiviteit : / ... / van u ... tot u ...

Naam van de animator(s) :

Thema en doelstellingen van de activiteit (indien gewijzigd):

Gebruikt materiaal :

Publiek * Type:

*** Aantal deelnemers (mannen/vrouwen) :** **Leeftijdsschijf :** ... / ..

Financiële bijdrage :

...../...../..... *Naam van de verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur; Handtekening*

.....

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

Namen, 2 oktober 2008

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en
Gelijke Kansen,

D. DONFUT

BIJLAGE III

Bijlage Va) formulieren voor erkenningsaanvraag

Erkenningsaanvraag

I. Identificatie

:

1. Het centrum :

Benaming :

Straat : Nr. Bus :

Postnummer : Plaats :

Telefoon: Fax : E-mail :

Verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur; Naam :

Voornaam :

2. Inrichtende macht

:

Benaming :

Bedrijfsnummer :

Vertegenwoordigt : Naam Voornaam :

Maatschappelijke zetel Straat: Nr. Bus :

Postnummer : Plaats :

Telefoon: Fax : E-mail :

I. Statuten

Een afschrift van de gecoördineerde statuten bijvoegen.

II. Opdrachten van het centrum

Omschrijving van de taken die het centrum in het kader van zijn opdrachten vervult:

Leg uit hoe de in het decreet omschreven opdrachten vervuld worden en presenteer de specifieke activiteiten die door het centrum tot stand zijn gebracht en die u in het licht wenst te stellen.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

III. Financieringsbronnen

:

Andere bronnen van subsidiëring door de overheid of door privé personen:

.....

.....

.....

.....

IV. Lokalen

:

Plan met de bestemming van de lokalen en de toegang ertoe vanaf de openbare weg:

Voeg als bijlage een plan bij met een beschrijving van de lokalen die per niveau door het centrum gebruikt worden, alsook een plan met de toegang ertoe vanaf de openbare weg.

V. Personeel**1. Naam, titels, diploma's en functies van elk lid van de multidisciplinaire ploeg, van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer en omvang van hun prestaties:**

Vemeld hierna de gegevens betreffende de geneesheren die de **medische functie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De medische functie wordt vervuld door een geneesheer die houder is van een diploma in de geneeskunde of door een geneesheer die gespecialiseerd is in de gynaecologie of met deze specialisatie bezig is."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut

Vermeld hierna de gegevens betreffende de psychologen die de **psychologische functie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De psychologische functie wordt vervuld door een psycholoog die licentiaat in de psychologie of in de psychopedagogie is."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ¹

Vermeld hierna de gegevens betreffende de juristen die de **juridische functie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De juridische functie wordt vervuld door een licentiaat of een doctor in de rechten."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **sociale functie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De sociale functie wordt vervuld door een sociale werker die houder is van een diploma van maatschappelijk assistent of van een graduaat in de sociale verpleegkunde."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ²

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie van seksuoloog** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"Deze ploeg kan aangevuld worden met een gezinsadviseur, die houder is van een door een erkend vormingscentrum afgeleverd diploma en met een seksuoloog, die houder is van een licentie in gezins- en seksuologische wetenschappen."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ²

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie van gezinsadviseur** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"Deze ploeg kan aangevuld worden met een gezinsadviseur, die houder is van een door een erkend vormingscentrum afgeleverd diploma en met een seksuoloog, die houder is van een licentie in gezins- en seksuologische wetenschappen."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie opvang** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De functies opvang en groepsbenadering worden door een lid van de ploeg vervuld, of onder zijn toezicht."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ³

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie animatie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ³

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie van verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

" Het dagelijkse beheer van het centrum wordt toevertrouwd aan een door de inrichtende macht aangewezen lid van de multidisciplinaire ploeg."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ³

2. **Een afschrift van de arbeidscontracten, van de overeenkomsten van zelfstandigen en van de overeenkomsten gesloten met vrijwilligers:**

Een afschrift van de arbeidscontracten, van de overeenkomsten met de zelfstandige dienstverleners zoals bedoeld in artikel 13 van het decreet van 18 juli 1997 alsook van die met de vrijwilligers wordt bij dit dossier gevoegd.

Opmerkingen :

.....
.....

2. Gegevens over de bediende bevolking:

Geef het profiel van de gebruikers van het centrum of van de doelbevolking en motiveer:

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Bijlage Vb) Formulieren tot aanvraag om erkenningshernieuwing.**Aanvraag om hernieuwing
van de erkenning nr.****II. Identificatie :****1. Centrum :**

Benaming :

Straat : Nr. Bus :

Postnummer : Plaats :

Telefoon: Fax : E-mail :

Verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur;

Naam :

Voornaam :

2. Inrichtende macht :

Benaming :

Bedrijfsnummer :

Vertegenwoordigt : Naam Voornaam :

Maatschappelijke zetel

Straat: Nr. Bus :

Postnummer : Plaats :

Telefoon: Fax : E-mail :

I. Statuten

Een afschrift van de gecoördineerde statuten bijvoegen.

II. Opdrachten van het centrum

:

Omschrijving van de taken die het centrum in het kader van zijn opdrachten vervult:

Leg uit hoe de in het decreet omschreven opdrachten vervuld worden en presenteer de specifieke activiteiten die door het centrum tot stand zijn gebracht en die u in het licht wenst te stellen.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

III. Financieringsbronnen :

Andere bronnen van subsidiëring door de overheid of door privé personen:

.....

.....

.....

IV. Personeel

1. **Naam, titels, diploma's en functies van elk lid van de multidisciplinaire ploeg, van de verantwoordelijke voor het dagelijks beheer en omvang van hun prestaties:**

Vemeld hierna de gegevens betreffende de geneesheren die de **medische functie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De medische functie wordt vervuld door een geneesheer die houder is van een diploma in de geneeskunde of door een geneesheer die gespecialiseerd is in de gynaecologie of met deze specialisatie bezig is."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut

Vermeld hierna de gegevens betreffende de psychologen die de **psychologische functie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De psychologische functie wordt vervuld door een psycholoog die licentiaat in de psychologie of in de psychopedagogie is."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ¹

Vermeld hierna de gegevens betreffende de juristen die de **juridische functie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De juridische functie wordt vervuld door een licentiaat of een doctor in de rechten."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ¹

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **sociale functie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De sociale functie wordt vervuld door een sociale werker die houder is van een diploma van maatschappelijk assistent of van een graduaat in de sociale verpleegkunde."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie van seksuoloog** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"Deze ploeg kan aangevuld worden met een gezinsadviseur, die houder is van een door een erkend vormingscentrum afgeleverd diploma en met een seksuoloog, die houder is van een licentie in gezins- en seksuologische wetenschappen."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ²

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie van gezinsadviseur** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"Deze ploeg kan aangevuld worden met een gezinsadviseur, die houder is van een door een erkend vormingscentrum afgeleverd diploma en met een seksuoloog, die houder is van een licentie in gezins- en seksuologische wetenschappen."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ²

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie opvang** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

"De functies opvang en animatie worden door een lid van de ploeg vervuld, of onder zijn toezicht."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie animatie** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ³

Vermeld hierna de gegevens betreffende de personen die de **functie van verantwoordelijke voor het dagelijks beheer** vervullen op de datum van indiening van het dossier.

" Het dagelijks beheer van het centrum wordt toevertrouwd aan een door de inrichtende macht aangewezen lid van de multidisciplinaire ploeg."

Naam	Voornaam :	Titel/Diploma	Omvang van de prestaties	Statuut ³

2. **Een afschrift van de arbeidscontracten, van de overeenkomsten van zelfstandigen en van de overeenkomsten gesloten met vrijwilligers:**

Een afschrift van de arbeidscontracten, van de overeenkomsten met de zelfstandige dienstverleners zoals bedoeld in artikel 13 van het decreet van 18 juli 1997 alsook van die met de vrijwilligers wordt bij dit dossier gevoegd.

3. **Huishoudelijk reglement getekend door de vertegenwoordiger van de inrichtende macht en door de personeelsleden:**

Bij dit dossier voegen.

I. **Werking :**

1. **Toegankelijkheid:**

De openingstijden bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 in bijlage opnemen.

2. **Model van individueel dossier:**

Bij dit dossier te voegen model (Art. 17 van het decreet).

Plaats en datum :/...../...../...../.....

"Waar en oprecht verklaard"

Naam en voornaam: Functie: Handtekening

Gezien op te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2008 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen.

Namen, 2 oktober 2008

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT